

971^e séance

Lundi 3 novembre 1975, à 11 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.971

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Effets des rayonnements ionisants : Rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (*fin*) [A/10267, A/SPC/L.330]

1. M. FAKTOR (Tchécoslovaquie) dit que son pays attache une grande importance aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, où le poste de vice-président était d'ailleurs occupé, à la vingt-quatrième session, par le représentant de la Tchécoslovaquie, et constate avec plaisir que le transfert du secrétariat du Comité scientifique à Vienne a permis à celui-ci de travailler en plus étroite coopération avec l'AIEA.

2. Il ressort de la documentation étudiée par le Comité scientifique au sujet des quantités de strontium 90 et de césium 137 relevées à la surface du globe que celles-ci tendent à diminuer, ce qui est la conséquence du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau¹, signé à Moscou en 1963.

3. En revanche, on constate depuis quelques années un relèvement des niveaux d'iode 131, tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, constatation que corroborent les observations faites en Tchécoslovaquie. A cet égard, il faut souligner que le seul moyen de faire diminuer la radioactivité serait la cessation des essais que continuent de faire les pays qui ne sont pas parties au Traité de Moscou. Il importe aussi que les pays qui ne l'ont pas encore fait adhèrent au plus tôt au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'au système de garanties de l'AIEA.

4. La Première Commission, au cours de la présente session, examine plusieurs importantes questions relatives au désarmement, qui sont toutes liées aux travaux du Comité scientifique. Il vaut la peine de signaler aussi que, sur l'initiative de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale un nouveau point relatif à la cessation des essais nucléaires et thermonucléaires (point 122 de l'ordre du jour), laquelle aurait pour effet de supprimer la principale source de rayonnements ionisants. La tendance à la diminution de la radioactivité à la surface du sol due au strontium 90 et au césium 137, qu'a pu noter le Comité scientifique, pourrait ainsi se maintenir.

5. Le Comité scientifique va poursuivre ses travaux et fera rapport à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session. C'est dans cette perspective que la Tchécoslovaquie s'est portée coauteur du projet de résolution A/SPC/L.330, qui a

précisément pour but d'accélérer les travaux du Comité scientifique.

6. M. NANDAN (Fidji) dit que, depuis qu'il est Membre de l'ONU, Fidji s'est toujours montré extrêmement préoccupé des effets des essais nucléaires sur le niveau de radioactivité de l'environnement humain, et ce d'autant plus que le Pacifique sud a été, ces dernières années, le lieu de tels essais. La délégation de Fidji a lu attentivement le bref rapport du Comité scientifique (A/10267) et a pris acte de l'intention, mentionnée au paragraphe 2, qu'a celui-ci de présenter un rapport détaillé à l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session.

7. Au paragraphe 4 de son rapport, le Comité scientifique indique n'avoir reçu aucune demande tendant à ce qu'un groupe d'experts choisis parmi ses membres soit désigné pour remplir les nouvelles fonctions que l'Assemblée générale l'a autorisé à exercer par sa résolution 3154 C (XXVIII). La délégation de Fidji a déclaré devant la Commission politique spéciale, au cours de la vingt-neuvième session (925^e séance) qu'elle jugeait foncièrement inéquitable que le groupe d'experts, lorsqu'il est invité par le gouvernement d'un pays victime d'essais nucléaires — effectués par une puissance étrangère à la région — à venir procéder sur place à une enquête indépendante, effectue ce déplacement aux frais dudit pays. Il serait plus logique, notamment lorsqu'il s'agit d'un pays en développement, que ces dépenses soient prises en charge par le coupable lui-même ou par l'ONU. La délégation de Fidji avait également prié le Secrétariat de lui indiquer quel serait le coût estimatif d'une telle mission d'enquête.

8. La délégation de Fidji attache une grande importance aux travaux du Comité scientifique et elle est favorable à ce qu'ils se poursuivent. Elle a étudié avec beaucoup d'attention le projet de résolution A/SPC/L.330 et regrette qu'il n'y soit fait aucune mention des essais nucléaires qui ont eu lieu depuis la dernière session de l'Assemblée générale, essais qui constituent la source la plus importante de radioactivité ambiante et que le texte à l'examen aurait dû condamner. Procéder à des essais souterrains ne résout pas le problème car on n'aboutit qu'à détourner et non à supprimer le danger de contamination radioactive de l'environnement. Or le Pacifique sud a été en 1975 le théâtre d'une série d'essais souterrains menés dans de petits atolls, qui ne sont que de minuscules saillies des fonds sous-marins. Si l'on considère que dans la plupart des essais souterrains effectués au milieu d'un continent, des fuites verticales de pollution radioactive ont été observées, on verra que le danger est décuplé si les explosions nucléaires souterraines ont lieu dans une étroite remontée des fonds sous-marins, où s'ajoute, au risque de fuites verticales, celui d'infiltrations horizontales susceptibles de contaminer l'océan environnant. La pollution progressive du milieu marin n'est pas immédiatement décelable, pas plus qu'elle

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n°6964, p. 43.

ne saurait se mesurer au niveau de pollution de l'atmosphère. Elle n'en présente pas moins un danger réel pour les populations du Pacifique sud qui sont exposées à consommer des poissons qui peuvent avoir atteint un niveau élevé de radioactivité, comme c'est la s'est produit après les explosions de Bikini. La délégation fidjienne estime qu'il faut étudier en toute indépendance les effets à long terme des essais nucléaires sur les niveaux d'irradiation du milieu marin du Pacifique sud. Elle ne saurait se satisfaire de la baisse enregistrée dans les niveaux de rayonnement dans l'atmosphère, sur lesquels portent la plupart des contrôles effectués jusqu'à présent.

9. Les pays du Pacifique sud s'inquiètent de voir le Gouvernement français continuer à procéder à des essais nucléaires. En juillet 1975, le Colloque du Pacifique sud, organisation régionale composée des chefs des Gouvernements de l'Australie, des îles Cook, de Nauru, de la Nouvelle-Zélande, de Nioué, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Tonga, du Samoa-Occidental et de Fidji ont, à l'issue de leur réunion de Nukualofa, publié un communiqué où ils réitéraient leur ferme opposition aux essais d'armes nucléaires dans tous les milieux et soulignaient qu'il ne fallait pas exposer la région du Pacifique sud à la contamination nucléaire. Les pays et les peuples du Pacifique sud sont las d'être traités comme un dépotoir où l'Europe ensevelit des déchets nucléaires gros de dangers pour l'avenir. S'il est vrai que les essais effectués visent à rehausser le prestige et à assurer la protection d'une puissance européenne, qu'elle procède donc à ces essais sur son propre territoire et que son peuple en coure lui-même les risques.

10. M. HOUNGAVU (Dahomey) dit que sa délégation a pris note du rapport succinct du Comité scientifique, et remercie ses membres des efforts qu'ils déploient pour faire connaître les effets néfastes des rayonnements ionisants. Il ajoute que le rôle de surveillance du Comité scientifique présente un grand intérêt pour son pays, qui attend avec impatience le rapport que ce comité présentera à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session et qui, il faut l'espérer, apportera de nouvelles connaissances en ce domaine.

11. Les effets nocifs des rayonnements ionisants sont suffisamment connus pour qu'on les considère comme dangereux et redoutables. Une première source de rayonnements est constituée par les essais nucléaires, produit de la course frénétique aux armements dans laquelle se sont engagés les superpuissances. Il semble que la détente, dont on parle tant, n'ait pas réussi à créer le climat de confiance qui permettrait de mettre fin à cette course. Or, ce sont les petits pays, dépourvus des moyens de se lancer dans la course, qui font les frais de la politique égoïste des grandes puissances. Force est de constater que le Traité de non-prolifération des armes nucléaires est dépassé et qu'il faut envisager d'autres moyens pour mettre un terme à la course aux armements. C'est pourquoi le Dahomey est disposé à souscrire à toute mesure qui sera adoptée en ce sens.

12. D'autre part, l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques constitue une deuxième source de rayonnements ionisants qu'il convient également de surveiller.

13. Mlle JAUREGUIBERRY (Argentine) rappelle que le Comité scientifique a été créé, 20 ans auparavant, pour

répondre à l'inquiétude des peuples devant les dangers qui s'attachent à l'utilisation de l'énergie atomique. La délégation argentine estime que depuis sa création, le Comité scientifique s'est acquitté avec efficacité et objectivité de sa tâche, tâche importante s'il en est puisqu'il est chargé de surveiller les effets des diverses sources de rayonnements sur toutes les formes de vie. Si l'Organisation des Nations Unies s'était dérobée à ses responsabilités et n'avait pas entrepris de rassembler et d'analyser les données pertinentes, celles-ci auraient pu être interprétées de façon tendancieuse, dans l'intérêt de l'industrie ou de certains gouvernements, alors que grâce aux travaux du Comité scientifique, la communauté internationale dispose de renseignements valables constamment tenus à jour. L'Argentine est membre de ce comité depuis sa création et a toujours collaboré à ses travaux soit en l'appuyant dans les instances des Nations Unies, soit en lui fournissant de nombreuses études et données. Les activités du secrétariat et du Secrétaire scientifique du Comité sont particulièrement dignes d'éloges, et la délégation argentine s'est associée aux délégations qui, à la vingt-quatrième session du Comité scientifique, ont été unanimes à féliciter les auteurs de la documentation substantielle sur laquelle il avait basé ses travaux. En attendant de pouvoir prendre connaissance du rapport détaillé que le Comité scientifique présentera à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session — rapport auquel l'Argentine, qui a mis au point un programme de création de centrales électriques nucléaires, attache un intérêt particulier — elle continuera à collaborer avec le Comité et à appuyer ses activités au caractère strictement scientifique.

14. M. KOULAK (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que depuis 1955, date de la création du Comité scientifique, l'Assemblée générale évalue chaque année le danger que présentent lesdits rayonnements, et que chaque année des recommandations lui sont présentées qui visent au maintien du Comité scientifique.

15. Chaque fois qu'une résolution est adoptée à ce sujet, on insiste sur le fait que la multiplication des sources artificielles d'irradiation des êtres humains impose la plus grande vigilance, les conséquences, somatiques ou génétiques, de cette irradiation pouvant ne pas être immédiatement apparentes. Depuis sa création, le Comité scientifique a présenté à l'Assemblée générale six rapports sur les questions d'ordre général ou particulier que posent les rayonnements ionisants. Dans son sixième rapport², en 1972, le Comité scientifique a traité du rayonnement ambiant, de l'irradiation médicale et professionnelle, des effets génétiques des rayonnements, de leurs effets sur la réponse immunitaire et de la radiocancérogénèse. Dans le même rapport, le Comité scientifique a examiné pour la première fois le rôle des réacteurs atomiques et des usines de production de combustibles nucléaires. Il a envisagé les niveaux d'irradiation qui pourraient exister en l'an 2000, notamment en ce qui concerne la pollution due aux éléments tritium et crypton 85, dont la concentration dans l'atmosphère ne fait qu'augmenter.

16. Le Comité scientifique va s'efforcer de préciser encore les niveaux d'irradiation en raison de l'importance qu'ils

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 25 et rectificatif.

présentent pour l'évaluation du danger des essais dans l'atmosphère. Depuis 1972, on a accumulé des données sur les doses d'irradiation et effectué des études au sujet de leurs conséquences biologiques et médicales; à partir de cette documentation, le Comité scientifique pourra étudier la part des différentes sources d'irradiation dans les doses servies ainsi que les effets génétiques et somatiques des rayonnements et les rapports entre la fréquence d'apparition de ces effets et l'intensité des doses. En effet, toute modification importante dans l'appréciation tant des doses reçues par les tissus humains que de la corrélation entre ces doses et les effets constatés peut amener à réviser l'évaluation du danger des rayonnements ionisants.

17. La délégation soviétique a maintes fois souligné la nécessité de mettre fin aux essais dans l'atmosphère, quels qu'en soient l'auteur et le lieu. Compte tenu des travaux que le Comité scientifique a consacrés en septembre 1975 à l'examen des dernières données relatives aux effets génétiques et somatiques des rayonnements, l'URSS a proposé³ au cours de la présente session, la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète de tous les essais. Elle espère que son projet recevra un large appui.

18. Le Comité scientifique ayant indiqué qu'il poursuivrait ses études en vue de la présentation d'un rapport à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session, la délégation soviétique, consciente de la valeur des activités de ce comité, recommande qu'il soit autorisé à poursuivre ses travaux. Elle tient cependant à souligner que la question de la pollution de l'environnement par des sources de types différents pose au Comité scientifique de nouveaux problèmes en ce qui concerne l'étude de l'irradiation et des doses d'irradiation.

19. Le PRESIDENT annonce que la discussion générale sur les effets des rayonnements ionisants est terminée et propose, si aucun représentant ne demande qu'il soit procédé à un vote, que le projet de résolution A/SPC/L.330, dont le Japon, le Venezuela et le Swaziland viennent de se porter coauteurs, soit adopté par acclamation.

Le projet de résolution est adopté par acclamation.

20. M. WHISTLER (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote, dit que sa délégation apprécie les travaux du Comité scientifique, dont elle attend avec impatience le prochain rapport qui, elle n'en doute pas, enrichira les connaissances de l'humanité dans ce domaine important.

21. M. SCALABRE (France) n'a pas l'intention de soulever de polémique : le projet de résolution A/SPC/L.330 ne s'y prête guère et la délégation française s'est jointe volontiers au consensus par lequel le Comité scientifique l'a adopté. Le Gouvernement français ayant néanmoins été nommément mis en cause, le représentant de la France se doit de rappeler que son gouvernement, soucieux d'apaiser les inquiétudes de pays amis, alors même que ces inquiétudes ne lui paraissaient pas justifiées, a engagé des dépenses considérables pour mettre au point des installations sou-

terraines d'essais nucléaires. Ces installations permettent d'effectuer des essais à une très grande profondeur où ils ne sont absolument pas susceptibles de causer la moindre pollution atomique. M. Scalabre fait également remarquer que les essais de Bikini, auxquels il a été fait allusion, ont eu lieu dans l'eau, au sol ou dans l'air et ne peuvent donc être pris comme référence. Il n'appartient d'ailleurs pas à la Commission politique spéciale de discuter directement des essais d'armes nucléaires, question qui sera examinée par la Première Commission. La France est en faveur de la cessation de ces essais, mais dans le cadre d'un désarmement nucléaire effectif auquel elle est, pour sa part, prête à souscrire.

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (suite)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.331] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (suite) [A/SPC/L.331]

22. Le PRESIDENT dit qu'il convient d'ajouter la Jamaïque et la Tchécoslovaquie à la liste des auteurs du projet de résolution A/SPC/L.331. Il y a lieu d'autre part de modifier cette liste dans les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe du même document, le nom de la Gambie y figurant au lieu de celui de Ghana.

23. M. KI (Haute-Volta) indique que son pays ne figure pas sur la liste des auteurs du projet de résolution dans la version française du document.

24. M. SAHAD (République arabe libyenne), signale qu'en fait un grand nombre d'auteurs du projet de résolution ne sont pas cités dans le texte français, alors qu'ils figurent tous dans le texte anglais.

25. Le PRESIDENT constate qu'en effet les auteurs du projet de résolution sont au nombre de 51 dans la version anglaise, alors que la version française n'en compte que 40. Il annonce par ailleurs que la République socialiste soviétique d'Ukraine s'est également portée coauteur du projet de résolution A/SPC/L.331.

26. M. DORON (Israël) note que le paragraphe 4 du projet de résolution porte condamnation du "renforcement des relations et de la collaboration entre le régime raciste sud-africain et Israël". A maintes reprises déjà, et de nouveau à la présente session de l'Assemblée générale, la délégation israélienne a rejeté et réfuté toutes allégations de coopération militaire entre Israël et l'Afrique du Sud. Elle a également clairement établi que comparé au volume total du commerce extérieur de l'Afrique du Sud, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays est minime. D'ailleurs, le rapport (A/10022) du Comité spécial contre l'apartheid lui-même, comme les statistiques disponibles, indique que de nombreux pays du monde ont avec l'Afrique du Sud un commerce bien plus important. Qu'Israël soit seul condamné suffit à indiquer à quel point les faits sont déformés, dans l'unique but de donner aux

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Annexes; point 122 de l'ordre du jour, document A/10241.

délégations arabes l'occasion de "marquer un point" de plus contre Israël – tout en dissimulant leurs propres activités.

27. Dans l'intervention qu'il a prononcée dans l'exercice de son droit de réponse (964^e séance), le représentant d'Israël a donné lecture d'un passage d'un article paru dans le journal *The Observer*, où étaient mentionnés un certain nombre de pays arabes qui entretiennent des relations commerciales et autres avec l'Afrique du Sud. Certaines délégations arabes se sont immédiatement mises en devoir d'amoindrir les effets de ces révélations en faisant usage de leur droit de réponse. Une d'elles s'est empressée de nier que son pays vende du pétrole à l'Afrique du Sud ou maintienne des relations avec le régime de Pretoria, démentant ainsi des accusations que ni M. Doron ni l'article intéressé n'avaient jamais portées. Un autre représentant d'un pays arabe a déclaré qu'aucune discrimination raciale n'existait dans son pays, argument aussi futile que s'il avait affirmé que son pays ne pratique aucune discrimination à l'encontre des ours polaires étant donné qu'il n'y a dans le

pays en question aucune minorité raciale. Enfin, un troisième représentant arabe tout en niant les faits cités dans *The Observer* a néanmoins admis que "certaines personnes" de son pays commerçaient avec l'Afrique du Sud et que son gouvernement se constituait des réserves d'or, sans se soucier aucunement d'en connaître la provenance.

28. Mais évidemment le texte du projet de résolution ne fait pas mention, sous quelque forme que ce soit d'un seul pays arabe, alors qu'un paragraphe entier est consacré à condamner Israël. Le représentant d'Israël appelle l'attention de la Commission sur cet étalage flagrant d'hypocrisie et réserve le droit de sa délégation de prendre ultérieurement la parole pour expliquer son vote.

29. Le PRESIDENT précise que le projet de résolution A/SPC/L.331 ne sera mis aux voix que le lendemain.

La séance est levée à 11 h 55.

972^e séance

Marçi 4 novembre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.972

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.331, A/SPC/L.332] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (*suite*) [A/SPC/L.331, A/SPC/L.332]

1. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) déclare que sa délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/SPC/L.332, intitulé "Programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*" et fait savoir que la Haute-Volta, l'Inde, le Mali, le Sénégal, le Soudan et la Zambie s'en sont portés coauteurs. Ce projet de résolution contient des félicitations à l'adresse du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Groupe de l'*apartheid* pour les efforts qu'ils ont déployés dans le passé ainsi qu'une présentation sommaire de leur programme de travail pour l'année à venir. Y sont également exposés les mesures particulières que devrait prendre la communauté internationale et le rôle que devraient jouer les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid*. En conclusion, la délégation de la République-Unie de Tanzanie souhaite rappeler aux membres de la Commission que l'efficacité du Comité spécial dépend du soutien que lui apporte l'ensemble de la communauté internationale.

2. Le PRESIDENT déclare qu'il va mettre aux voix le projet de résolution A/SPC/L.331.

Sur la demande du représentant de la République arabe libyenne, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Laos, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Laos, Liban, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bahreïn, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gabon, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guinée, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït.

Votent contre : Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Canada, Dane-